

1er mai: un bilan mitigé

L'UNSA s'est engagée pour que le syndicalisme français fasse l'effort de surmonter ses divisions en se rassemblant symboliquement sur ses grandes revendications ce 1er mai 2015, journée de solidarité internationale entre les travailleurs, répondant à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats.

La démarche de l'UNSA était volontariste et loyale, fondée sur la conscience du grave danger que la montée du populisme extrémiste et de l'intolérance font peser sur la démocratie dans notre pays.

En ce 1er mai 2015, le bilan que tire l'UNSA est mitigé. Cette démarche intersyndicale, actée nationalement avec l'UNSA par la CGT, la FSU et Solidaires, n'a débouché que partiellement. Si elle a été respectée notamment en Île de France, ce n'est pas le cas dans près des 2/3 des départements où le non respect de la plate-forme nationale a dominé, rendant impossible ce rassemblement.

L'UNSA déplore cet état de fait qui en dit long sur l'état du syndicalisme français, en partie incapable de tenir une cohérence nationale et de se transcender pour se sortir de ses enfermements idéologiques.

Ce constat renforce la conviction de l'UNSA que le syndicalisme français a un besoin urgent de rénovation et d'oxygénation.

L'UNSA reçue au ministère du Travail pour la journée mondiale sur la sécurité et la santé au travail

Dans le cadre de la journée mondiale sur la sécurité et la santé au travail, le 28 avril, François Rebsamen, ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, accompagné de Guy Rider, directeur général de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), a reçu les partenaires sociaux, dont l'UNSA, au ministère du Travail.

En 2015, cette journée était consacrée à la construction d'une culture de la prévention en matière de santé et de sécurité au travail.

François Rebsamen a rappelé l'engagement de la France aux côtés de l'OIT dans le combat pour les droits fondamentaux du travail, partout dans le monde, raison pour laquelle elle a ratifié, en 2014, la convention 187 de l'OIT sur le cadre promotionnel pour la santé et la sécurité au travail.

Guy Rider a mentionné le drame que représentaient les 6.000 morts d'un accident du travail chaque jour et la nécessité de faire de la prévention un enjeu du dialogue social.

Il a également rappelé l'initiative prise dans le cadre de la préparation du centenaire de l'OIT (2019) sur l'avenir du travail.

Les groupes UNSA, Environnement et nature et CFDT approuvent ensemble deux avis du CESE sur le changement climatique

Les 28 et 29 avril, le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) était saisi de deux avis en vue de la préparation de la COP 21, la conférence "climat" qui aura lieu à Paris en décembre 2015. Les groupes UNSA, Environnement et nature et CFDT ont adopté une déclaration commune justifiant leur vote en faveur de ces deux avis.

Ils ont ainsi dit leur volonté commune d'orientations concrètes, s'appuyant sur des engagements financiers respectés. Large mobilisation des financements publics et privés au profit de la transition énergétique,

soutien aux initiatives donnant un prix au carbone, sortie progressive des subventions aux énergies fossiles, mise en place d'une taxation des transactions financières et mise à contribution des transports internationaux, autant de leviers pour un engagement fort dans la transition écologique. Les trois groupes ont insisté sur l'indispensable accompagnement des travailleurs et des secteurs d'activité, notamment par la mise en place de parcours de transition professionnelle et un renforcement du dialogue social.

Le PRG rencontre l'UNSA

A l'invitation du Parti Radical de Gauche (PRG), une délégation de l'UNSA conduite par Luc Bérille, secrétaire général, a rencontré, le 30 avril, Guillaume Lacroix, secrétaire général du PRG, Eddie Ait, secrétaire général adjoint et Muriel Guenoux, responsable des relations avec les milieux économiques et les syndicats.

A l'occasion de cet échange cordial, de nombreux sujets ont été évoqués tels que la montée des populismes et du FN, le projet de loi pour la Croissance, l'Activité et l'Égalité des Chances Économiques, ainsi que le projet de loi sur le Dialogue Social, la Réforme Fiscale, etc.

Le Syndicat National UNSA Métallurgie s'est réuni en assemblée générale extraordinaire à Bagnolet le 29 avril 2015

Remerciant Paul Jorgensen pour plus de 10 ans passés au service de l'UNSA dans la métallurgie, elle a procédé à l'élection d'un nouveau conseil syndical de 17 membres.

Sébastien Listrat (issu du Groupe Fiat) devient le nouveau secrétaire général de l'UNSA Métallurgie. Sont par ailleurs élus : trois secrétaires généraux adjoints : Rodrigo Estay (en charge de la filière électronique et numérique), Musa Ozturk (filiale automobile) et Gérard Grange (filiale aéronautique). Lydia Suarez est élue trésorière et Yolande Michaux, trésorière adjointe.

L'UNSA au « Working Time Festival »

L'UNSA a participé au « Working Time Festival » organisé par la CFDT à l'occasion du 1er mai. Ce fut l'occasion, pour l'UNSA, de rappeler notre attachement à la construction européenne, notre combat aux côtés de la CES pour une Europe sociale, et un plan d'investissements pour une croissance durable et des emplois de qualité.

En effet, Emilie Trigo, secrétaire nationale de l'UNSA en charge des questions européennes est intervenue aux côtés de Patrick Itschert, secrétaire général adjoint de la Confédération européenne des syndicats (CES) et membre du Comité du dialogue social européen, Salvatore Marra, président du comité jeunes de la CES, Pervenche Bérés, eurodéputée du groupe de l'alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen, Sofia Fernandes, chercheur senior à l'Institut Jacques Delors et Yvan Ricordeau, secrétaire national à la CFDT.

La table ronde intitulée « L'Europe au service des citoyens ? » a permis d'aborder les questions de gouvernance, de dialogue social, et d'interroger la place des organisations syndicales dans la construction européenne.

Concernant l'emploi des jeunes, l'UNSA a souligné l'engagement du gouvernement français par son plan d'action national pour l'emploi des jeunes et l'octroi de 620 millions d'euro de la commission européenne pour mener à bien ces initiatives (telles que la garantie jeunes actuellement en cours d'expérimentation dans 10 territoires français), mais a regretté le manque de suivi de ces actions et d'implication des partenaires sociaux.